

- Communiqué de presse -

Paris, le 15 septembre 2009
CP/SG/JT/563/09

Communiqué de presse du Secrétaire général de la Francophonie sur la situation à Madagascar

Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, constate avec regret les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des Accords signés à Maputo le 9 août 2009 qui doivent demeurer le cadre de référence d'une transition neutre, inclusive, pacifique et consensuelle.

Il rappelle les recommandations du Conseil Permanent de la Francophonie réuni à Paris le 2 avril 2009, qui :

Insistaient sur la nécessité de prendre rapidement les mesures adéquates propres à rétablir le fonctionnement régulier des institutions de la République et de garantir le plein respect des droits et des libertés ainsi que la sécurité des personnes et des biens ;

Demandaient aux autorités de fait de préciser, clairement et dans les meilleurs délais, le calendrier et les modalités de retour à une vie constitutionnelle véritablement démocratique dans le respect des principes de l'État de droit tels que déclinés dans la Déclaration de Bamako, et d'en permettre la vérification sans entraves par les partenaires internationaux ;

Le Secrétaire général considère que dans ces conditions, toutes solutions unilatérales ne sont pas acceptables et mettent en péril une résolution pacifique et consensuelle de la crise. Il appelle avec force les parties malgaches à reprendre dans les meilleurs délais le dialogue pour une application concertée des Accords de Maputo, une clarification rapide de la situation politique actuelle qui demeure particulièrement préoccupante, conformément aux recommandations de Son Excellence Edem Kodjo, Envoyé spécial de la Francophonie pour Madagascar.

Abdou Diouf se déclare convaincu que « *seul le dialogue et la bonne volonté de tous peut ramener une paix durable et appelle toutes les parties à la modération et à la retenue afin de permettre à Madagascar de retrouver sa place dans le concert des Nations* ».

Il réaffirme sa détermination à accompagner Madagascar dans la recherche et la mise en œuvre de solutions acceptées par tous et qui favoriseront une sortie rapide de la crise actuelle et un retour à une vie politique apaisée, notamment par la tenue d'élections libres fiables et transparentes.

L'OIF compte 56 Etats et gouvernements membres, et 14 observateurs.

Pour plus de renseignements sur la Francophonie : www.francophonie.org

Contacts Presse :

Julie Tilman, attachée de presse du Secrétaire général. Tél. : (33) 1 44 11 12 68 ou 33 6 22 64 39 59;
julie.tilman@francophonie.org